

Insee Informations Rapides



28 juin 2019

N° 2019-168

Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques (APU) - premier trimestre 2019

À la fin du premier trimestre 2019, la dette publique s'établit à 2 358,9 Md€

Avertissements :

La dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

Pour une période donnée, **la variation de la dette ne permet pas de déduire le déficit public**. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht, dont les primes et décotes à l'émission. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique augmente de 43,6 Md€ par rapport au trimestre précédent

À la fin du premier trimestre 2019, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 358,9 Md€, en hausse de 43,6 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle augmente de 1,2 point par rapport au quatrième trimestre 2018 et s'établit à 99,6 %. La dette publique nette augmente plus modérément (+23,0 Md€) et s'établit à 89,9 % du PIB.

Les dettes de l'État, des organismes divers d'administration centrale et des administrations publiques locales augmentent

Au premier trimestre 2019, la contribution de l'État à la dette croît de 42,0 Md€. Cette hausse provient pour l'essentiel de la dette négociable à long terme (+46,4 Md€). Les dépôts des correspondants du Trésor augmentent très faiblement (+0,2 Md€) tandis que la dette négociable de court terme diminue (-4,5 Md€).

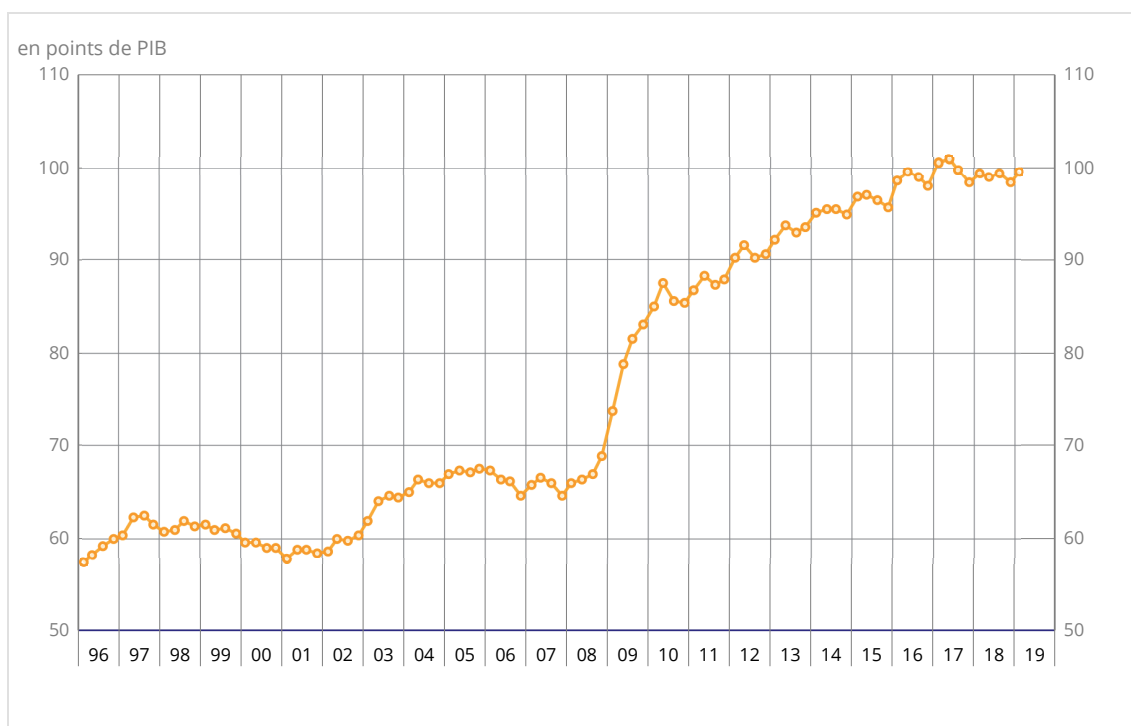
La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette augmente de 1,6 Md€, presque exclusivement du fait de SNCF Réseau.

La contribution des administrations publiques locales (Apul) à la dette augmente de 1,2 Md€, traduisant l'endettement des régions (+0,5 Md€) et de la Société du Grand Paris (+2,2 Md€). À l'inverse, les communes se désendettent à hauteur de 1,0 Md€ et les départements à hauteur de 0,4 Md€.

La dette des administrations de sécurité sociale diminue

Au premier trimestre 2019, la contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette diminue de 1,2 Md€, notamment du fait de l'Acoss et de la Cnaf pour -1,1 Md€ chacune. La Cades et les hôpitaux publics réduisent également leur endettement (respectivement -0,6 Md€ et -0,3 Md€). *A contrario*, l'Unedic et la Cnam s'endettent respectivement à hauteur de 1,6 Md€ et de 0,3 Md€.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2018T1	2018T2	2018T3	2018T4	2019T1
Ensemble des adm. publiques	2296,1	2301,1	2323,2	2315,3	2358,9
en point de PIB (*)	99,3%	98,9%	99,3%	98,4%	99,6%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1809,6	1828,3	1859,5	1842,4	1884,4
Organismes divers d'adm. centrale	63,8	62,4	63,0	63,3	64,9
Administrations publiques locales	199,8	199,1	198,6	205,6	206,8
Administrations de sécurité sociale	223,0	211,3	202,1	204,0	202,8
dont, par instrument :					
Dépôts	40,1	41,0	42,5	40,8	41,0
Titres négociables	1977,4	1983,0	2005,4	1993,0	2039,2
court terme	185,8	170,4	155,8	147,4	143,8
long terme	1791,6	1812,6	1849,6	1845,6	1895,4
Crédits	278,6	277,1	275,4	281,6	278,8
court terme	7,5	7,4	6,7	8,2	8,3
long terme	271,1	269,7	268,7	273,4	270,4

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Au premier trimestre 2019, la dette publique nette augmente de 23,0 Md€

À la fin du premier trimestre 2019, la dette nette des administrations publiques s'élève à 2 129,8 Md€, en hausse de 23,0 Md€, soit 89,9 % du PIB (contre 89,5 % au trimestre précédent). L'écart de 20,6 Md€ avec la variation de la dette brute traduit principalement la forte hausse de la trésorerie de l'État (+18,2 Md€) et de celle des Asso dans une moindre mesure (+2,5 Md€).

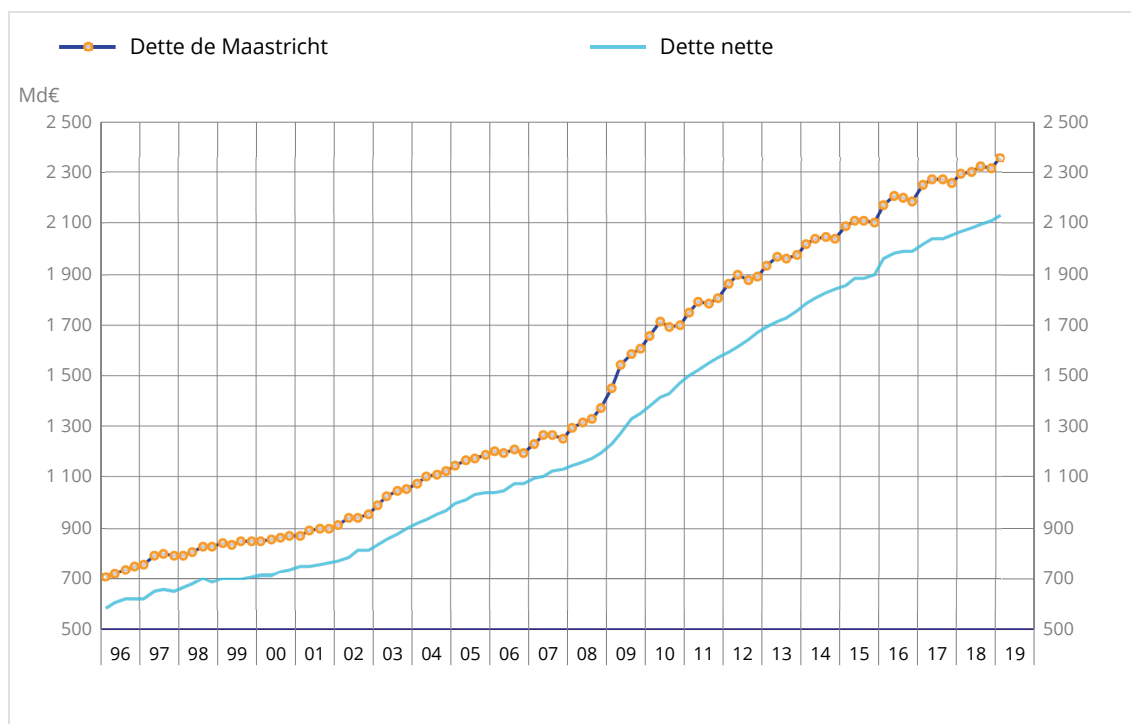
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2018T1	2018T2	2018T3	2018T4	2019T1
Ensemble des adm. publiques	2 070,1	2 084,8	2 094,2	2 106,8	2 129,8
dont :					
État	1 691,8	1 713,5	1 733,3	1 733,7	1 758,2
Organismes divers d'adm. centrale	48,3	49,2	50,0	50,5	51,6
Administrations publiques locales	187,5	186,7	186,1	193,1	194,2
Administrations de sécurité sociale	142,5	135,3	124,8	129,5	125,7

Source : Comptes nationaux base 2014 – Insee, DGFIP, Banque de France

Dette au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC augmente

Au premier trimestre 2019, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) augmente de 2,0 Md€ pour atteindre 228,2 Md€.

La baisse des cours de la Bourse, notamment pour EDF, se traduit dans la valorisation des actions cotées détenues par l'État par une perte de 1,6 Md€. Au contraire, Bpifrance Participations et le Fonds de réserve des retraites (FRR) acquièrent respectivement pour 0,8 Md€ et 1,1 Md€ de titres cotés.

Les détentions de titres d'OPC augmentent également en lien avec les acquisitions de l'Unedic (+1,1 Md€) et de la Sécurité sociale pour les indépendants (+0,5 Md€).

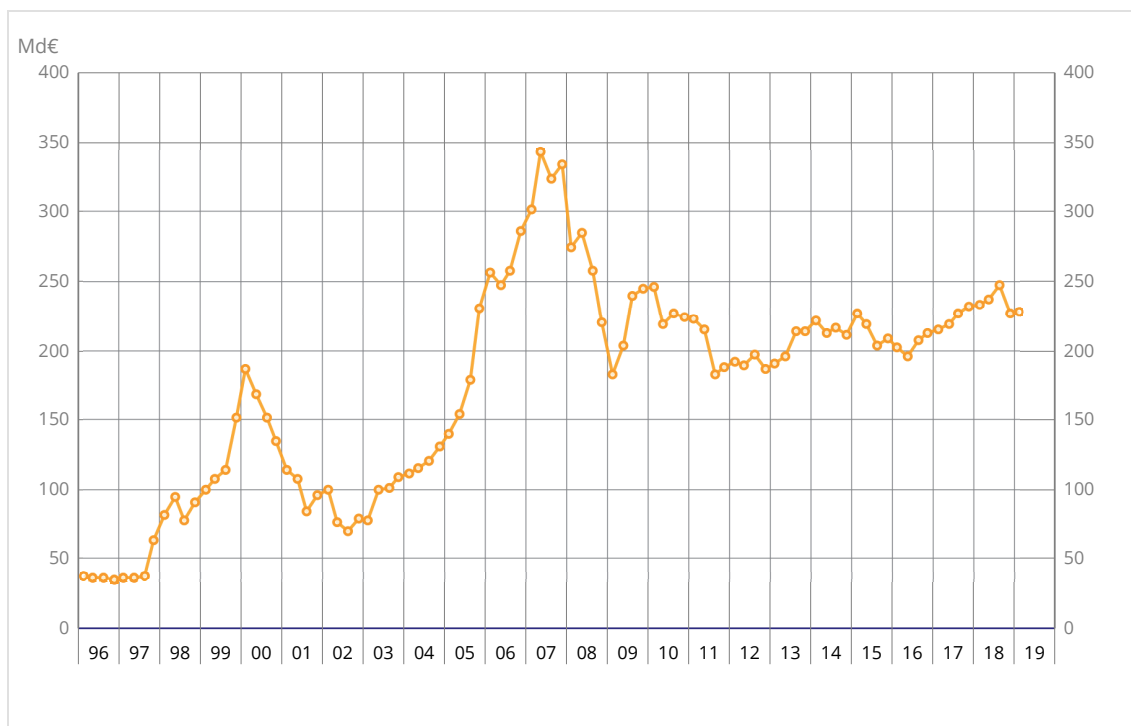
Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2018T1	2018T2	2018T3	2018T4	2019T1
Ensemble des adm. publiques	233,4	237,3	246,8	226,2	228,2
dont :					
État	66,7	58,9	66,3	59,3	57,7
Organismes divers d'adm. centrale	29,8	40,2	41,0	37,1	38,3
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	136,8	138,1	139,4	129,7	132,0

Source : Comptes nationaux base 2014 – Insee, DGFIP, Banque de France

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

Pour en savoir plus

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : twitter.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques

88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier

ISSN 0151-1475